

Présidentielles 2007 = 2002 bis ?

Ils sont partout, à la télé et dans les médias. Les journalistes leur cirent les pompes. Le cirque électoral débute pour les présidentielles. En 2002, le premier tour avait éliminé la gauche plurielle et lors du deuxième tour, la gauche et l'extrême gauche avaient appelé à voter Jacques Chirac au nom de « il faut barrer la route à Le Pen ». On voyait le niveau d'analyse et de perspectives politiques ! Malgré de fortes pressions nous avons appelé à s'abstenir. Nous ne le regrettons pas ! Qu'est-ce qui a changé depuis ? Rien ! Au contraire...

La pauvreté du débat politique est telle que les arguments sont réduits à des tactiques politiciennes. Sur ce registre, on a le droit à tout :

* Il faudrait donc « voter utile » dès le premier tour, pour éviter Le Pen au deuxième tour. C'est pour les « petites candidatures » se faire « Hara-Kiri ». Besancenot et la LCR vont ainsi s'auto-dissoudre avant le premier tour pour cette raison. Déjà la moitié de leur bureau politique est pour cette stratégie. Comme s'ils pouvaient peser sur les résultats !

* Et puis au deuxième tour, il faudrait voter n'importe qui pour éviter Sarkozy ou Le Pen... On voit donc que les élections vont être passionnantes !

Quand on en arrive à ce genre de « positionnement tactique », c'est parce que, sur le fond, c'est-à-dire sur la continuité de la gestion du pays, on est assez d'accord. Attention, notre propos n'est pas de dire « tous pourris » mais simplement de constater qu'il y a un accord de fond pour gérer le capitalisme tel qu'il est. Certes, les « verts » veulent plus d'écologie, la LCR ou Lutte Ouvrière veulent plus de « revendications syndicales ou sociales »....

Attention aux provocations et aux coups tordus...

Parce qu'il n'y a pas l'ombre d'une différence entre les partis politiques de droite ou de gauche sur la gestion du pays et du capitalisme, on pourrait croire que la campagne va être « tranquille ». Et c'est vrai qu'ils sont d'accord sur tout : la soumission à la « contrainte internationale » (Europe, mondialisation), la négation de la crise économique, la défense des droits de l'homme blanc et l'alignement sur le bushisme, fer de lance de la défense des « intérêts vitaux du capitalisme » partout dans le monde. Bref, la gestion au quotidien pour maintenir la situation actuelle.

Ségolène Royale est le prototype de cet apolitisme gestionnaire. Technocrate n'ayant jamais travaillé, elle ne dit rien. Nous suspectons d'ailleurs qu'elle n'en pense pas plus.

Autre prototype, Nicolas Sarkozy, prêt à tout pour conquérir le pouvoir. L'alignement sur le bushisme est certainement criant pour Sarkozy, il ne l'est pas moins pour Ségolène Royale. Il faut d'ailleurs rappeler qu'en matière de politique internationale, ils ont exactement les mêmes positions : condamnation du Hezbollah, soutien à Israël (Jospin), mythe de l'Europe, continuité de la politique inégalitaire Nord/Sud.

Cette absence de débats politiques et d'alternative est propice à tous les coups tordus pour des ambitions personnelles. Sarkozy reste ministre de l'intérieur, une position idéale pour recueillir des renseignements, bricoler les sondages et monter des coups tordus. Nous avons déjà dit que les événements de banlieue de novembre dernier nous semblaient bizarrement « organisés ». La reprise d'incidents en octobre 2006 nous semble encore plus suspecte.

Lors de l'affaire Clinton-Lewinsky, nous avons analysé le fait divers comme une tentative de putsch au sein même de l'état US. L'affaire Clearstream était une première tentative glauque en France. D'autres suivront... Et ce phénomène est fort inquiétant. Non qu'il est le résultat d'une lutte d'orientation, mais juste le résultat d'une lutte de clan au sein de l'appareil d'état dont le fonctionnement est proche de la mafia.

Le choix, quel choix ?

Une évidence : le choix « gauche/droite » n'existe pas. Et les médias peuvent lourdement insister pour nous enfermer dans cette problématique virtuelle, rien n'y fait. Le référendum sur l'Europe avait montré que les fractures traversaient toutes les organisations politiques. Les clivages sont donc différents de la représentation politique. C'est pour cela que la population ne s'y retrouve pas et que les résultats montrent une extrême division (Chirac n'avait pas obtenu 20% au premier tour).

Pour les communistes démocratiques, il est certain que plusieurs axes de réflexion sont nécessaires :

- La mondialisation de l'économie nécessite une alternative politique mondiale. Il n'y en a pas dans le cadre hexagonal ou européen. Cela montre les limites d'une élection présidentielle.
- Le capitalisme est gros de crise économique et la récession qui s'annonce aux USA (Krach immobilier) aura des conséquences sociales et politiques non mesurables aujourd'hui sur la situation internationale (Chine, Europe).

- La crise économique du capitalisme amène les pays riches à remettre en cause leur modèle « social » qui servait de consensus (retraite, protection sociale, etc.). Le capitalisme peine à trouver une base sociale pour continuer l'exploitation.
- La mondialisation de l'économie et la crise économique nécessitent pour les capitalistes, une « gouvernance » mondiale musclée pour tenter de maintenir leur taux de profit, c'est-à-dire pour aller partout dans le monde préserver ses intérêts (accès aux ressources naturelles, etc.).
- Toute crise ou difficulté économique pousse les capitalistes à fasciser les rapports sociaux. Dans une telle situation, le « bushisme » semble capable de tout et notamment de remettre en cause la démocratie (autorisation de tortures lors d'interrogatoires).

Chacun sera à même de constater que nos préoccupations et nos luttes ne font pas partie de ces élections. Trop politiques sans doute. Il ne nous reste comme choix qu'une abstention massive et active.